



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

METZ, le 21 août 2014

UT DREAL 57
4 rue François de Guise
C.S. 50551 - 57009 METZ CEDEX 1

Courriel : ut57.dreal-lorraine@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

- OBJET** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).
Société SONECOVI NORD à SEMÉCOURT.
Garanties financières.
- RÉF** : Votre transmission du 07 juillet 2014.
- P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Par transmission visée en référence, vous nous avez fait parvenir un courrier de la Société SONECOVI NORD reçu en préfecture le 1^{er} juillet 2014 relatif à la mise en place de garanties financières visant à la mise en sécurité des installations classées pour la protection de l'environnement lors de la mise à l'arrêt définitif.

1) Installations Classées

La Société SONECOVI NORD exploite à SEMÉCOURT une installation de lavage de citernes et de conteneurs dont l'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 modifié.

L'activité de lavage de conteneurs et citernes (rubrique n° 2795 dans la nomenclature des ICPE) est soumise au dispositif de garanties financières prévu à l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

2) Garanties financières

Le décret n° 633-2012 du 03 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SEMÉCOURT, la Société SONECOVI NORD est concernée au titre de la rubrique 2795 relative à une installation de lavage de conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux. Elle est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du Code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % par an du montant initial des garanties financières à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- 20 % par an du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10 % par an pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignment.

L'exploitant doit transmettre au Préfet à la première échéance fixée par l'arrêté ministériel relatif à la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la Société SONECOVI NORD.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier reçu le 1^{er} juillet 2014.

2. Analyse et proposition de l'Inspection

3.1) Garanties financières

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la Société SONECOVI NORD, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- **Me** = 17 586 € : eaux souillées, boues du déshuileur, DIB souillés ;
- **Mi** = 23 000 € : une cuve enterrée de 160 m³ ;
- **Mc** = 330 € : site entièrement clôturé, périmètre égale à 1 055 m, une entrée ;
- **Ms** = 60 000 € : trois piézomètres à mettre en place à une profondeur de 10 m, superficie du terrain égale à 7 ha ;
- **Mg** = 0 € : le site est équipé de 16 caméras de surveillance reliées à un ordinateur stockant les données.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 d'avril 2014 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 699,9
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA_R : 20 % (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 106 831 euros.

Au regard de ces éléments, l'Inspection des Installations Classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site.

Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Aussi, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

4. **Conclusions**

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet de Moselle de

prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté et n'a pas formulé d'observation.

Ce projet d'arrêté pourra être mis à l'ordre du jour d'un prochain CODERST.

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 autorisant la Société RESOCLEAN EUROPE à exploiter une installation de lavage de citernes routières et de contenants et un stockage de gaz inflammables liquéfiés à SEMÉCOURT ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 24 janvier 2005 au profit de la Société SONECOVI ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-206 du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-322 du 21 novembre 2013 imposant à la Société SONECOVI pour son site de SEMÉCOURT des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance provisoire de rejets de substances dans l'eau ;

Vu la déclaration de la Société SONECOVI NORD reçue le 1^{er} juillet 2014 relative à la constitution de garanties financières ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du ;

Vu l'avis du CODERST en date du ;

Considérant que la Société SONECOVI NORD est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elles exploitent sur la commune de SEMÉCOURT en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

ARRÊTE

Article premier : Champ d'application

La Société SONECOVI NORD, dont le siège social est situé Les Pierrelles – B.P. 93, 26241 SAINT VALLIER CEDEX, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site situé Voie Romaine, Lieu-dit Grignon Pré, 57280 SEMÉCOURT.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant initial de référence des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à **106 831 euros TTC** (avec un indice TP01 fixé en avril 2014 à 699,9 et un taux de TVA de 20 %).

Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant doit constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du Code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % par an du montant initial des garanties financières à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- 20 % par an du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10 % par an pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignation.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du Code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis au préfet à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.6 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.7 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 2.8 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.9 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.10 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêté et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 du Code de l'environnement, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

L'article XI.1 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 est modifié et complété par le présent article.

« Pour les installations relevant du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. »

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site, produits par les installations soumises à garanties financières, ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site en tonnes
Boues du déshuileur	5
Eaux souillées	45
DIB souillés	12

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'Inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 5 : Maintien des caméras de surveillance

Le site est équipé de caméras de surveillance reliées à un ordinateur stockant les données.

Article 6 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Article d'exécution

